



Bihr Alain

Annie Lacroix-Riz, Le Vatican, l'Europe et le Reich : De la Première Guerre mondiale à la guerre froide 1914-1945

Pour citer l'article

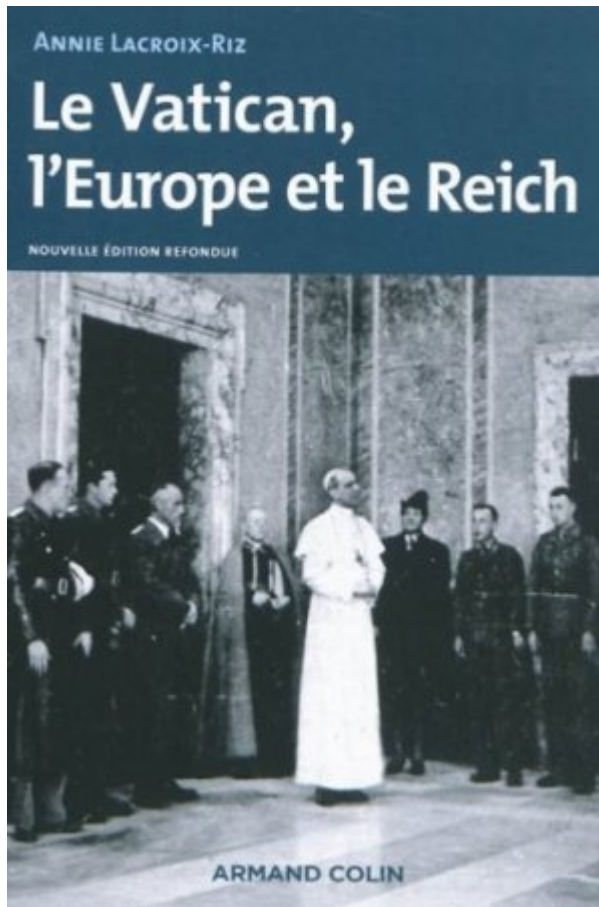
Bihr Alain, « Annie Lacroix-Riz, Le Vatican, l'Europe et le Reich : De la Première Guerre mondiale à la guerre froide 1914-1945 », dans *revue *Interrogations ?**, N°12 - Quoi de neuf dans le salariat ?, juin 2011 [en ligne], <http://www.revue-interrogations.org/Annie-Lacroix-Riz-Le-Vatican-I> (Consulté le 27 juillet 2024).

ISSN 1778-3747

Tous les textes et documents disponibles sur ce site sont, sauf mention contraire, protégés par la [Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 France](#).



Annie Lacroix-Riz, *Le Vatican, l'Europe et le Reich : De la Première Guerre mondiale à la guerre froide 1914-1945*, Paris, Armand Colin, Nouvelle édition refondue, 2010



Il est singulier de constater combien les historiens s'intéressent peu au plus ancien des Etats européens : le Vatican. Encore plus curieux est le fait que, quand ils s'y intéressent, ils ne l'appréhendent guère comme un Etat qui, à l'image de tous les autres Etats, n'est qu'un « *monstre froid* », « *le plus froid même des monstres froids* » (Nietzsche), dont les comportements de leurs dirigeants ne peuvent ni ne doivent se comprendre qu'en fonction des intérêts de cet Etat dans ses rapports avec tous les autres acteurs de la scène politique internationale, à commencer par les autres Etats. Car, sous ce rapport, pas plus que sous aucun autre, le Vatican ne fait exception à la règle. Annie Lacroix-Riz en apporte la démonstration dans cet ouvrage consacré à la politique extérieure du Vatican durant la période cruciale de l'histoire de l'Europe contemporaine qui va des prémices du premier aux lendemains du second conflit mondial. Sa thèse est que, par delà les vicissitudes d'une histoire bouleversée et les revers qu'elle y aura connus, cette politique s'est caractérisée par une remarquable continuité dans la poursuite de ses objectifs, sa *Realpolitik* amenant le Vatican à nouer une alliance solide et durable avec l'Etat allemand, quels qu'en aient été les dirigeants et leurs idéologies. Ce n'est pourtant pas ce dernier qui a sa préférence au départ. Au début du XXe siècle, l'allié privilégié du Vatican reste le vieil Etat habsbourgeois, la double monarchie austro-hongroise, profondément catholique, qui a été en son temps le fer de lance de la Contre-Réforme en Europe centrale. Mais ses deux bêtes noires sont d'une part la Russie tsariste, épice de l'orthodoxie honnie, d'autre part la France qui, autour de 1860, a pris une part décisive à l'unification italienne, qui va réduire le Vatican à l'Etat territorialement croupion qu'on connaît aujourd'hui et qui, après l'adoption des lois de séparation des Eglises et de l'Etat de 1905, n'est pas loin d'incarner l'Antéchrist pour la Curie romaine. Aussi lui faut-il bien consentir à l'alliance des Habsbourg avec les Hohenzollern, fussent-ils luthériens. Et dès août 1914, ce sont bien les Empires centraux que le Vatican soutient, en se faisant notamment le défenseur de leurs revendications territoriales. Le cours de la guerre allait cependant rapidement le convaincre que, des deux Etats de langue allemande, c'était bien l'Allemagne la plus solide, même dans la défaite. C'est donc à cette dernière que le Vatican va dès lors lier le destin de sa politique extérieure. Pour faire face à une France que sa victoire semble avoir encore renforcée et une Russie désormais livrée à l'athéisme bolchevique, le Vatican va tout faire de ce qui est en son pouvoir pour alléger le poids des

sanctions (notamment territoriales et financières) ordonnées par le traité de Versailles contre l'Allemagne, tout en préparant déjà le terrain de la revanche, par la dénonciation du dit traité et son appui à l'autonomisme et à l'irrédentisme dans les territoires catholiques arrachés aux Habsbourg et aux Hohenzollern, le Vatican allant jusqu'au comploter contre la Pologne, pourtant catholique et antibolchevique, parce que sa renaissance s'est faite notamment par réunion de tels territoires. Dans cette nouvelle configuration, le Vatican va chercher un appui sinon un allié dans les Etats-Unis d'Amérique, dont l'intervention dans la guerre a commencé à faire un acteur de la scène politique européenne. Au centre de toutes ces manœuvres se trouve Eugenio Pacelli, nommé nonce apostolique (représentant du Vatican) à Munich en mai 1917, fonction étendue à toute l'Allemagne après la défaite, l'artisan du concordat avec l'Allemagne (1924). Il deviendra secrétaire d'Etat du Vatican (une fonction qui cumule celle de Premier ministre et de ministre des Affaires Etrangères), avant d'être élu pape en mars 1939 : ce sera Pie XII. Lorsque Hitler arrive au pouvoir en janvier 1933, en dépit des tendances anticatholiques et plus largement antichrétiennes du nouveau régime, le Vatican trouvera en lui son champion. Il appuiera tous ses projets d'expansion territoriale, d'abord « pacifiques » (à commencer par l'*Anschluss*, l'absorption en 1938 d'une Autriche déjà largement nazifiée par l'Allemagne nazie, ardemment désirée par la Curie romaine, qui neutralisera l'opposition de l'Italie mussolinienne en l'occurrence) puis guerrières, à l'Ouest (au détriment des Pays-Bas, la Belgique et la France), au Nord (Danemark et Norvège) et à l'Est (Pologne puis Russie). Avec le déclenchement de l'opération *Barbarossa* (nom de code de l'invasion de la Russie - juin 1941), autrement dit de la guerre d'extermination du « judéo-bolchevisme » dans l'Est européen, que le Vatican présentera quelquefois quasiment comme une guerre sainte, d'autant plus qu'il espère pouvoir ainsi faire entrer dans son giron l'Eglise ukrainienne uniate, il n'aura plus pour le régime nazi que les yeux de Chimène. Des yeux qui se fermeront volontiers pour ne pas voir les pires crimes et génocides de masse dont le régime nazi va se rendre coupable, à commencer par ceux des juifs et des Roms, fussent-ils accomplis aux portes mêmes du Vatican, comme lors de la déportation des juifs de Rome à l'automne 1943. Mais il en ira de même à propos des massacres perpétrés par l'Etat fantoche oustachi (croate) à l'égard des Serbes, des juifs et des Roms, ne leur laissant le choix qu'entre la conversion (au catholicisme) et la mort. Les fameux « silences » de Pie XII, en contradiction apparente avec l'Evangile, ne sont que trop cohérents au regard des positions occupées par le Vatican dans les rapports de forces politiques au sein de l'Europe en guerre. Quand, après la chute de Stalingrad (février 1943) et surtout la bataille de Koursk (juillet-août 1943), se lève le spectre de la défaite allemande à l'est, le Vatican va mettre en place ses fameuses *ratlines*, littéralement filières à rat, destinées à permettre au plus grand nombre parmi les hauts dignitaires et autres exécutants de basses œuvres nazis ou alliés de ces derniers de se réfugier en des lieux sûrs, en Europe même (dans des couvents) ou en dehors de l'Europe (notamment en Amérique latine). Une opération supervisée par Giovanni Montini, le futur pape Paul VI (1963-1978)... Et, une nouvelle fois, le Vatican tentera de trouver un allié dans les Etats-Unis de manière à s'assurer que l'occupation de l'Allemagne par les vainqueurs, devenue inévitable, soit la moins préjudiciable possible. Une tentative qui sera d'un certain succès, Washington montrant un intérêt particulier à enrôler à son service des nazis ayant brillé dans la répression des mouvements de résistance et dans la lutte contre l'Union Soviétique, dans la perspective de ce qu'on pressent devoir devenir la future confrontation entre les anciens alliés. Le trajet d'un dénommé Klaus Barbie est, de ce point de vue, édifiant mais nullement exceptionnel : avant de finir conseiller des dictateurs boliviens dans les années 1960-1970, l'ancien « boucher de Lyon », bourreau de Jean Moulin, recyclé par les soins des réseaux catholiques, était devenu une barbouze états-unienne en Allemagne. Restait au Vatican, sous l'égide des Etats-Unis et plus largement des Etats occidentaux, à accomplir un dernier miracle : celui de faire renaître l'Allemagne occidentale de ses ruines en tant qu'Etat à part entière, en le lavant de tous les crimes de son prédécesseur nazi. Il y contribuera en remettant en selle le vieux parti de la droite catholique allemande, ce *Zentrum* qu'il avait lui-même sabordé après l'installation de Hitler à la Chancellerie en 1933, et auquel il redonnera vie sous les couleurs de la *Christlich Demokratische Union* (CDU) et de la *Christlich Soziale Union* (CSU) bavaroise qui domineront la scène politique allemande jusqu'au début des années 1970. Deuxième version d'un ouvrage initialement paru en 1997, ici enrichi de l'exploitation de nombreuses nouvelles archives (à l'exception de celles du Vatican, toujours fermées et sans doute en partie volontairement détruites), très solidement documentée et argumentée, cette livraison d'Annie Lacroix-Riz fourmille de nombreux développements secondaires et de détails significatifs plus nombreux encore dont il est impossible de faire mention ici. Qu'il me soit permis pour conclure en signalant qu'elle débouche sur deux questions qui se situent cependant au-delà de son champ d'étude mais dont la solution contribuerait à parfaire son approche critique de l'institution ecclésiastique. La première concerne les modalités de l'action diplomatique du Vatican et conduit à s'interroger sur les modalités d'action et les modes de fonctionnement du clergé, tant séculier que régulier, qui forme les bras de la pieuvre vaticane. La seconde a trait aux intérêts matériels et notamment financiers du Vatican, dont on devine à plusieurs reprises qu'ils pèsent lourdement dans les choix de la Curie romaine ou des différentes Eglises nationales. A quand un ouvrage de synthèse sur « l'or du Vatican » ?